



PREFET DES  
HAUTES-ALPES

Liberté  
Égalité  
Fraternité

dossier n° DP

Envoyé en préfecture le 14/06/2021

Reçu en préfecture le 14/06/2021

Affiché le 14 JUN 2021

ID : 005-210500583-20210610-DP00505821H0006-AI

date de dépôt : 26 avril 2021

demandeur : Monsieur SABATIER Olivier

pour : Fermeture de l'abri garage

adresse terrain : 100 Rue des Aujards lieu-dit Les  
Roberts, à Freissinières (05310)

Commune de Freissinières

**ARRÊTÉ**  
**de non-opposition à une déclaration préalable**  
**au nom de la commune de Freissinières**

Affiché le :

26 AVR. 2021

AVIS DE DEPOT

Le maire de Freissinières,

Vu la déclaration préalable présentée le 26 avril 2021 par Monsieur SABATIER Olivier demeurant 85 Rue des Aujards lieu-dit Les Roberts, Freissinières (05310);

Vu l'objet de la déclaration :

- pour Fermeture de l'abri garage ;
- sur un terrain situé 100 Rue des Aujards lieu-dit Les Roberts, à Freissinières (05310) ;
- pour une surface de plancher créée de 47 m<sup>2</sup> ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du 17 mai 2021 : déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions;

Vu plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Freissinières approuvé le 04/04/2011, modifié le 04/07/2013 (modification n°1) et révisé le 04/07/2013 (révisions simplifiées n°1, 2 et 3) et mis en révision le 28/12/2015

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels de la commune de Freissinières approuvé en date du 23/10/2015 ;

**Considérant que le projet est situé en zone Ua du PLU susvisé et qu'il respecte la réglementation en vigueur.**

**ARRÊTE**

**Article unique**

**Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.**

Le 10 juin 2021

Le maire,  
Cyrille DRUJON D'ASTROS,

Envoyé en préfecture le 14/06/2021

Reçu en préfecture le 14/06/2021

Affiché le

14 JUN 2021

ID : 005-210500583-20210610-DP00505821H0006-AI

### Pour information

Le permis de construire est soumis au versement de la taxe d'aménagement (TA).  
Montant de la TA : 956 €, dont une part communale : 541 € et une part départementale : 415 €.  
- Lorsque le montant de la taxe (TA) est inférieur ou égal à 1500 €, un titre de perception unique sera envoyé 12 mois après la date de l'autorisation de construire.

Ces montants sont communiqués à titre de simple information et à titre indicatif. Ils sont susceptibles d'être modifiés sur l'avis d'imposition officiel. Toute contestation ne pourra s'effectuer qu'à compter de la réception de l'avis officiel.

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

#### Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.